

**ÉCOLE.** Hier, à Paris, les manifestants ont demandé au gouvernement d'investir dans l'Éducation nationale, plutôt que d'y supprimer des postes

# Mobilisés par milliers

**P**lusieurs dizaines de milliers de personnes, 80 000 selon les organisateurs (32 000 selon la police), ont défilé hier dans la capitale pour demander au gouvernement d'investir dans l'éducation à l'heure de la crise, au lieu de supprimer des postes.

De la place d'Italie à la Bastille, une majorité d'enseignants, des étudiants, des lycéens et des parents d'élèves de la FCPE ont manifesté, à l'appel de 47 organisations, pour que l'éducation « reste une priorité ».

**13 500 postes en moins.** La mobilisation survient quelques jours avant l'examen à l'Assemblée, le 4 novembre, du budget 2009 de l'Éducation, qui prévoit 13 500 suppressions de postes, après 19 700 au total en 2007 et 2008. Plusieurs ténors du PS, dont Martine Aubry, Bertrand Delanoë et François Hollande, étaient présents dans le cortège, dont le carré de tête était formé des maîtres des Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased), venus nombreux pour protester contre les 3 000 suppressions de postes les concernant annoncés pour 2009. Ces Rased



Paris. La grogne du monde enseignant défile dans la rue PHOTO AFP

de primaire (écoles maternelles et élémentaires) n'aideront plus les écoliers en difficulté comme aujourd'hui, mais seront réaffectés devant des classes entières. « Ce n'est pas tellement pour moi que je suis inquiète, mais pour les enfants. Ceux

qu'on aide individuellement reviennent ensuite en classe avec moins de difficultés », a témoigné auprès de l'AFP Pascale Jouty Merloz, rééducatrice Rased venue de Lyon. D'une manière générale, avec des slogans comme : « Tu réussiras quand

tes parents seront riches » ou « L'école est finie, Acadomia pour tous ? » (en référence à une société de cours privés), les manifestants mettaient en doute la volonté affichée par le gouvernement de lutter contre l'échec scolaire. Quelques heures plus tôt sur Europe 1, la ministre de l'Enseignement supérieur Valérie Pécresse avait pourtant estimé que les raisons de la mobilisation étaient « en profond décalage avec la situation réelle de l'Éducation qui est aujourd'hui la priorité des priorités du gouvernement ».

**69 % pour.** « M<sup>me</sup> Pécresse a dit que la mobilisation était injustifiée : j'aimerais que le gouvernement cesse de faire l'autruche et voie que la mobilisation exprime beaucoup de mécontentement et beaucoup d'attentes », a réagi le secrétaire général de la FSU, Gérard Aschieri. « Une enquête montre qu'on est largement compris », a-t-il ajouté, en référence au sondage Ifop pour « Dimanche Ouest-France », selon lequel 69 % des personnes interrogées jugent la mobilisation « justifiée ».

## Une année en deux semestres

**Lycées.** La réforme en cours de préparation pour la rentrée prochaine permettra notamment « d'aller vers une année divisée en semestres », a déclaré hier soir Xavier Darcos, interrogé sur TF1. Il a également révélé qu'en classe de seconde, le « Tronc commun » des enseignements généraux comprendrait « évidemment du français, des mathématiques, de l'histoire et géographie, deux langues vivantes, des sciences expérimentales et de l'éducation physique. » Il a enfin réitéré sa promesse selon laquelle les suppressions de postes ne concerneront pas, l'an prochain, les lycées.

## « Le bras armé des Régions »

**Départements.** Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a plaidé hier pour une réforme des collectivités locales qui ferait des Départements un « bras armé » des Régions, lors du Grand Rendez-Vous d'Europe 1 « Le Parisien/Aujourd'hui en France ». « Il faut aller vers un rapprochement des Départements et des Régions, avec l'élection des conseillers régionaux sur une base territoriale parce que je crois au scrutin uninominal », a-t-elle déclaré, alors que la commission Balladur, chargée de préparer une réforme de l'organisation territoriale française, doit être installée mercredi.